

M. ROSS (St. Paul's): D'un relevé des prêts consentis à d'autres pays, ainsi que des montants que ceux-ci ont utilisés.

Des VOIX: Allez-y.

M. ROSS (St. Paul's): Voici:

Royaume-Uni .....	\$1,250,000,000
Montant utilisé .....	540,000,000
	\$ 710,000,000
Belgique .....	\$ 100,000,000
Montant utilisé .....	51,000,000
	\$ 49,000,000
Chine .....	\$ 60,000,000
Montant utilisé .....	17,634,646
	\$ 42,365,354
Tchécoslovaquie .....	\$ 19,000,000
Montant utilisé .....	3,875,448
	\$ 15,124,552
France .....	\$ 242,500,000
Montant utilisé .....	145,400,000
	\$ 97,100,000
Hollande .....	\$ 125,000,000
Montant utilisé .....	66,973,321
	\$ 58,026,679
Indes néerlandaises .....	\$ 15,000,000
	5,400,000
	\$ 9,600,000
Norvège .....	\$ 15,000,000
	5,400,000
	\$ 9,600,000
Russie .....	\$ 3,000,000
	2,866,098
	\$ 133,902
Chiffre global des prêts	\$1,829,500,000
Montant utilisé .....	838,549,513
Solde .....	\$ 990,950,487

On voit là que notre prêt d'un milliard et quart de dollars à la Grande-Bretagne s'épuise rapidement, de même que ceux que nous avons consentis à divers autres pays. En fait, nous achetons au comptant et vendons à crédit. Avec les Etats-Unis, notre balance commerciale est déficitaire. Que vaut le crédit? Qu'arrivera-t-il lorsque nos prêts seront épuisés? La question mérite sûrement qu'on s'y arrête. Nous avons prêté 1,829 millions et demi de dollars, dont nos emprunteurs ont dépensé \$838,549,513. C'est dire qu'il ne leur en reste que \$990,950,487 ou à peine plus de la moitié. Et presque tous ces prêts datent de 1946. Si nous tenons compte de ces faits, nous avons moins à nous réjouir

[M. Ross (St. Paul's).]

de notre prospérité commerciale, qui est destinée à s'épuiser en même temps que nos prêts. Je sais que les crédits consentis avaient pour objet de permettre aux pays intéressés de se remettre sur pied. Mais nous ne saurions continuer ainsi indéfiniment. L'avenir de notre pays dépendra des progrès réalisés dans le domaine du rétablissement national par nos débiteurs. Entre temps, nous sommes dans une situation précaire.

D'aucuns peuvent l'estimer très favorable mais voici comment elle m'apparaît. Les Etats-Unis mis à part, et à l'exclusion de l'aide mutuelle, nous avons une balance commerciale favorable de 950 millions de dollars. Avec nos voisins du Sud, la balance nous est défavorable dans la mesure de 496 millions de dollars si nous faisons abstraction de l'aide mutuelle, mais, si nous en tenons compte, le déficit s'élève à 603 millions. De notre solde favorable de 954 millions de dollars avec les pays étrangers à l'exclusion des Etats-Unis, soustrayons la somme de \$338,550,000, puisée à même les crédits consentis, et nous arrivons à un solde favorable de commerce de \$115,450,000, ou à un solde déficitaire avec le monde entier de \$380,450,000 ou de 487 millions, selon que nous excluons ou non l'aide mutuelle.

Ce n'est rien dont nous ayons lieu de nous enorgueillir, surtout si nous nous rappelons que la balance défavorable de notre commerce avec les Etats-Unis est de 603 millions de dollars. Vu ces circonstances, il semble évident que nous ne pouvons laisser augmenter indéfiniment cet écart défavorable. Nous pouvons juger par là à quel point nous sommes tributaires de l'économie des Etats-Unis et du Commonwealth britannique. Je pose la question. Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises pour améliorer notre situation à cet égard? Il nous faut ou bien accroître nos exportations aux Etats-Unis, ou bien cesser d'acheter chez eux. Jusqu'à quel point pouvons-nous compter que le marché des Etats-Unis absorbera une plus forte quantité de nos produits? A cause de l'état actuel des changes, nous ne pouvons nous procurer autant d'argent convertible qu'autrefois puisque nous ne pouvons en trouver sur le continent. L'exposé des mesures en ce sens. Devons-nous attendre un rapport de la conférence de Genève? Et jusqu'à quand? Combien de temps faudra-t-il attendre la suite qu'on donnera aux décisions qui y seront arrêtées? Dans quelle mesure le commerce sera-t-il plus libre après cette conférence? Je désire citer ici un bref avertissement du gouverneur de la Banque du Canada:

Le Canada ne peut continuer indéfiniment à vendre à crédit outre-mer tandis que s'accuse le déficit monétaire de son commerce avec les Etats-Unis.